

79^E CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

12-13 DÉCEMBRE 2020 - VILLEURBANNE



VERS LE CHEMIN DU PROGRÈS AVEC ET POUR LES PERSONNES LGBTI+ !

Parce que nous sommes socialistes, nous savons que la longue marche vers l'égalité et la liberté ne connaît pas de fin. Que chaque avancée est une étape en appelant une autre.

Parce que nous ne pensons pas qu'il existe un ordre des choses auquel nous ne pourrions rien changer, nous voulons redire que la construction d'une société humaine n'est jamais achevée.

La lutte pour les droits et l'édification de la République restent des chantiers à jamais ouverts. Notre devise continue d'être une immense et juste promesse à accomplir.

Socialistes, nous nous engageons pour l'égalité, et l'émancipation !

PMA

DROITS DES
TRANS

FILIATION

HARMONISATION
DES DROITS

EUROPE

VISIBILITÉ

MÉMOIRE

PRÉVENTION

GPA

PERSONNES
RÉFUGIÉES

SANTÉ

PERSONNES
PROSTITUÉES

LUTTE
CONTRE LES
DISCRIMINATIONS

VIH-SIDA

POLICE

JUSTICE

COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

JEUNES LGBTI+

DIPLOMATIE

SÉNIORS LGBTI+

AUTORITÉ
PARENTALE

ADOPTION

MÉDIAS

DONNÉES
PRIVÉES

HISTOIRE

PERSONNES EN
SITUATION DE
HANDICAP

En 2016, dans notre Manifest'HES, nous disions que le progrès n'est pas un mouvement-réflexe et qu'il nécessite un travail de réflexion et de conviction. Il nécessite aussi une volonté politique pour le mener, celle de réellement changer la vie.

Ce qui est sensiblement différent de l'enfilade de slogans publicitaires et de la communication personnelle à outrance que nous devons subir depuis bientôt 4 années.

TIRER LE BILAN DU MACRONISME, AVENTURE PERSONNELLE ABÎMANT LA RÉPUBLIQUE

Autoprésenté comme l'incarnation du pragmatisme face au vieux monde, le macronisme veut disqualifier tout ce qui ne se rallie pas à lui. En se définissant comme « pragmatique », il ostracise de facto d'autres pensées ou partis. La confrontation et le débat, nécessaires à une démocratie vivante ne saurait souffrir d'une telle excommunication préalable.

Nous affirmons avec force que, malgré les désaccords, les opinions divergentes, qu'en dépit des affrontements, parfois violents, nul ne saurait, dans le spectre partisan se poser en unique détenteur de la vérité.

Mener le combat pour les droits et défendre l'égalité ne peut relever d'un consensus espéré, alors que les mouvements réactionnaires continuent, eux, de défendre ardemment leur programme politique, et en assumant leur stratégie du choc.

Mener le combat pour les droits et défendre l'égalité n'est pas

non plus le seul privilège d'une (infime) partie du spectre partisan, qui a bien vite dressé les lignes rouges de ce qu'il était cohérent et intelligent d'accorder comme droits.

Socialistes, nous redisons haut et fort que ces batailles ne s'arrêtent pas aux portes d'une chambre législative. Et que la construction d'un projet de société se fait sur la seule base de la reconnaissance d'égaux dans les discussions menées par des citoyen·ne·s, des élu·e·s, des savant·e·s et des militant·e·s.

Refuser l'injure et l'insulte comme arguments du débat public

Car quand certains ne peuvent changer les choses, ils changent les mots. Et en la matière, cet exécutif et sa majorité font une démonstration éclatante.

Une « France humiliée par le mariage pour tous », déclarations inouïes lors du « discours des Bernardins » comme une déclaration d'amour aux évêques français, amitié chaleureuse et affichée avec des responsables réactionnaires – qu'il soit ancien président de conseil général de Vendée ou de la République – Emmanuel Macron n'aura pas ménagé sa peine pour afficher son manque de soutien à la lutte pour les droits LGBTI+.

Si les socialistes ont parfois mal cheminé, usé de déclarations imprudentes sur de futures réalisations, il y a eu cependant des votes majeurs et des actions historiques. Il faut reprendre le chemin du progrès en affirmant clairement que le mariage pour tous ne constitue pas un solde de

tout compte des revendications LGBTI+, pas plus qu'aucune réalisation sociale n'interdit de penser, porter, défendre et mettre en œuvre les suivantes.

TRAVAILLER AVEC LE LARGE MOUVEMENT SOCIAL

Renouer avec le monde associatif comme partenaire de travail est une obligation pour les socialistes. C'est ce lien indispensable à retrouver pour mener les réformes attendues sur tous les sujets et pour mener des actions, un travail de fond nécessaires aux changements que notre société réclame.

Se baser sur l'expertise des associations LGBTI+ pour porter les législations de protection et de sécurisation juridique est une démarche évidente pour la gauche en responsabilité, à tous les échelons. C'est la première pierre d'un travail de construction légale et de politiques publiques efficaces et utiles.

Parce que sur la prévention, la santé, les droits de la filiation, l'adoption, sur de nombreux sujets qui touchent l'intégralité des Français-es, les associations LGBTI+ ont une expertise et portent des revendications qui s'appliquent à toutes et tous.

Socialistes, nous avons intégré que la seule façon efficace et pertinente pour changer la société et la faire avancer est la coordination entre des acteurs partisans, portés au pouvoir ou amener à l'assumer et le large mouvement social, du tissu associatif aux syndicats. Nous savons que les liens évidents entre les actrices et acteurs du

mouvement LGBTI+ et les partis de gauche sont le moteur des progrès que notre pays a connu et qu'il doit connaître encore!

MENER LA BATAILLE DES IDÉES

Soyons clairs, pour gagner dans les urnes, il faut d'abord gagner dans les têtes. La bataille culturelle ne doit pas demeurer à l'état d'objet de débats théoriques d'anciens gramscistes, mais une pratique politique intégrée, défendue et portée clairement pour travailler la société et diffuser nos idéaux et nos idées socialistes partout.

Assumons que le progrès se caractérise par des choix politiques clairs qui passent par la conquête de droits, la consolidation de ceux existants, qui affirme que rien n'est figé. La société française, mouvante et diverse, parce que libre, doit voir chacune et chacun de ses membres et des familles qui la composent être acceptés, protégés.

Socialistes, nous donnerons les moyens civils, légaux, sociaux, humains et économiques de bâtir leur existence.

Pour défendre les droits LGBTI+, il ne faut pas faire autre chose! Prononcer haut et fort que toutes les familles sont à sécuriser, qu'aucun enfant ne saurait être mis de côté, que toutes les personnes doivent voir leur intégrité physique défendue est une démarche encore trop audacieuse aujourd'hui et qu'il nous faut porter, clairement et fièrement.

POUR LES DROITS LGBTI+ :

PMA

DROITS DES TRANS

FILIATION

HARMONISATION DES DROITS

EUROPE

VISIBILITÉ

MÉMOIRE

PRÉVENTION

GPA

PERSONNES RÉFUGIÉES

SANTÉ

PERSONNES PROSTITUÉES

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

VIH-SIDA

POLICE

JUSTICE

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

JEUNES LGBTI+

DIPLOMATIE

SÉNIORS LGBTI+

AUTORITÉ PARENTALE

ADOPTION

MÉDIAS

DONNÉES PRIVÉES

HISTOIRE

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

PMA

DROITS DES
TRANS

FILIATION

HARMONISATION
DES DROITS

EUROPE

VISIBILITÉ

MÉMOIRE

PRÉVENTION

GPA

PERSONNES
RÉFUGIÉES

SANTÉ

PERSONNES
PROSTITUÉES

LUTTE
CONTRE LES
DISCRIMINATIONS

VIH-SIDA

POLICE

JUSTICE

COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

JEUNES LGBTI+

DIPLOMATIE

SÉNIORS LGBTI+

AUTORITÉ
PARENTALE

ADOPTION

MÉDIAS

DONNÉES
PRIVÉES

HISTOIRE

PERSONNES EN
SITUATION DE
HANDICAP

DE PROCHAINS PAS À FAIRE NOMBREUX ET IMPORTANTES !

Socialistes, nous affirmons que les avancées attendues par tant d'habitant·e·s seront portées, bien défendues et que nous les appliquerons :

- Redire que la PMA pour toutes ne peut plus attendre, ni exclure ou traiter différemment les parents. Redire que les enfants nés légalement par GPA d'un parent français à l'étranger n'ont pas à être mis de côté par la France. Ils ne peuvent être rayés d'un trait de plume parce que leur mode de conception ne serait pas acceptable pour certains, alors qu'il y a près de 40 ans notre législation a renoncé à reprocher à l'enfant la manière dont il est venu au monde, en supprimant la différence de traitement légal entre « enfant naturel » et « enfant légitime ».
- Affirmer que le traitement systématique imposé aux enfants intersexes, ces chirurgies voulues par le corps médical, parfois les familles, sans jamais être nécessaires, est une vraie mutilation qui doit cesser.
- Porter des politiques publiques inclusives et égalitaires qui intègrent que la lutte contre les discriminations n'est pas un supplément d'âme et doit se diffuser dans toutes les strates de l'action publique, dans toutes les couches de l'État et des collectivités territoriales.
- Soutenir que les droits des personnes trans ne sont

toujours pas conquis. La *loi de modernisation de la Justice du 21^e siècle* de 2016 était une étape, mais pas un aboutissement. Il faut déjudiciariser et simplifier des demandes de changement de genre et de prénom. Il faudra aussi repenser les parcours médicaux possiblement suivis afin qu'ils soient respectueux de la personne humaine, appliquant le principe d'égalité des citoyen·ne·s, et préservant la possibilité de fonder une famille.

- Porter la voix de République française à l'international, et dans l'Union européenne, hélas si faible dans la défense des personnes LGBTI+ quand elles sont attaquées et désignées comme boucs émissaires, en particulier dans certains pays d'Europe centrale et orientale. Refaire de notre pays une référence en matière des droits LGBTI+, et un allié clair des luttes des personnes LGBTI+ dans le monde, via nos réseaux diplomatiques et culturels. Cela passe aussi par un soutien fort aux questions LGBTI+ au sein du Parti socialiste européen (PSE) et par notre soutien aux partis frères pour une Europe plus inclusive.

Socialistes, nous regarderons les bonnes pratiques, vertueuses et exigeantes, pour les droits humains que nos voisins de l'UE ont déjà mis en place, sans scandale ni effondrement de la société.

Nous partageons les principales revendications des associations LGBTI+ demandant la mise en adéquation urgente de notre droit à la société qu'il entend protéger.

Nous affirmons que les protections et le droit européens ne sont pas des risques pour notre nation, mais une exigence de sécurisation des personnes et d'harmonisation de nos textes.

Nous redisons aussi que le vaste programme républicain se construit sans cesse, et que le triptyque affiché sur les écoles et mairies de notre pays constitue un cap à suivre dans nos réalisations, dans la longue lutte pour l'émancipation humaine.

Les combats pour les droits LGBTI+ sont depuis toujours des combats de gauche, et, socialistes, nous les faisons nôtres! Loin d'être des revendications «communautaristes», ils servent à toutes et tous!

Depuis les associations de lutte contre le VIH-sida, jusqu'aux combats pour la visibilité des personnes et des amours LGBTI+ dans les médias et dans nos rues, aucun des combats menés par le mouvement LGBTI+ n'a eu de vocation «communautariste». C'est précisément l'inverse, comme le Pacs notamment l'a prouvé!

Défendre le choix libre et éclairé du patient pour ses traitements, et cesser d'en faire un mineur devant l'institution médicale **n'est pas un combat communautariste.**

Démontrer que l'invisibilisation des personnes est un obstacle à leur reconnaissance et à la conquête de leurs droits légitimes **n'est pas un combat communautariste.**

Remettre en question les stéréotypes et les normes qui

enserrent les personnes, se battre pour la reconnaissance de toutes les familles et démontrer la vacuité d'un modèle familial unique qui ne l'a jamais été **n'est pas un combat communautariste!**

Toutes ces mobilisations de militant·e·s LGBTI+, de nature et d'époques différentes, ont représenté des avancées pour toute la société!

CE QUE PORTE LA FAMILLE SOCIALISTE

Dire ce que l'on va faire et faire tout ce que l'on a dit

Les socialistes ont déçu. C'est un fait qu'il nous faut intégrer. Cela doit guider les actions et réalisations des prochaines années. Mais les socialistes ont aussi beaucoup accompli, et nous ne pouvons ni l'oublier ni le laisser ignorer.

Dans le domaine des droits LGBTI+, de 2012 à 2017, la France a connu des progrès sans précédent dans les classements internationaux. C'est aussi un fait qui nous rappelle que le choix d'intégrer les combats LGBTI+, politiquement, a permis des avancées, légales, réglementaires et jurisprudentielles qu'il serait idiot d'oublier.

Mais parce que dominer ses propres fautes, en souffrir, et n'en pas être accablé permet précisément de continuer son chemin, alors nous assumons tout, en bloc, les progrès et les rendez-vous manqués. Et nous disons que les socialistes restent déterminés à avancer sur le chemin de l'égalité des droits.

Pour les prochaines échéances, sous quelque forme que la

PMA

DROITS DES TRANS

FILIATION

HARMONISATION DES DROITS

EUROPE

VISIBILITÉ

MÉMOIRE

PRÉVENTION

GPA

PERSONNES RÉFUGIÉES

SANTÉ

PERSONNES PROSTITUÉES

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

VIH-SIDA

POLICE

JUSTICE

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

JEUNES LGBTI+

DIPLOMATIE

SÉNIORS LGBTI+

AUTORITÉ PARENTALE

ADOPTION

MÉDIAS

DONNÉES PRIVÉES

HISTOIRE

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

PMA

DROITS DES
TRANS

FILIATION

HARMONISATION
DES DROITS

EUROPE

VISIBILITÉ

MÉMOIRE

PRÉVENTION

GPA

PERSONNES
RÉFUGIÉES

SANTÉ

PERSONNES
PROSTITUÉES

LUTTE
CONTRE LES
DISCRIMINATIONS

VIH-SIDA

POLICE

JUSTICE

COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

JEUNES LGBTI+

DIPLOMATIE

SÉNIORS LGBTI+

AUTORITÉ
PARENTALE

ADOPTION

MÉDIAS

DONNÉES
PRIVÉES

HISTOIRE

PERSONNES EN
SITUATION DE
HANDICAP

gauche soit représentée dans les batailles électorales qui arrivent, un programme d'actions clair, lisible de la part des socialistes sur les questions des droits LGBTI+ et de la lutte contre les discriminations sera établi, pour en faire une base de départ d'une prochaine plateforme commune de la gauche et des écologistes.

Être le porte-étendard du combat pour la liberté et l'égalité

Socialistes, nous avons su trouver des majorités de gauche et écologistes larges pour voter à chaque fois, les progrès humains portés par des lois d'émancipation et de liberté comme le Pacs et le mariage pour tous.

Demain, nous œuvrerons encore pour que les revendications pour l'égalité soient satisfaites par de nouvelles majorités où l'intégralité du spectre humaniste et progressiste saura se retrouver.

Continuer à œuvrer pour et dans l'union de la gauche et des écologistes

Le travail victorieux qui a été mené dans de nombreuses communes de France, par la gauche, les écologistes, les mouvements citoyens sont des jalons sur lesquels s'appuyer.

En choisissant de bâtir des majorités larges avec des périmètres parfois divers, des socialistes de toute la France ont fait la démonstration que l'union n'est ni l'uniformité ni la dissolution. Ils et elles ont démontré que l'intelligence commune de la gauche et des écologistes rassemblés, que les mains tendues aux citoyen·ne·s sont des préalables au succès.

Dans leur démarche, ils et elles ont fait la preuve que le fond et les idées défendues passent avant des querelles d'égos.

Depuis sa création en 1983, HES LGBTI+ a travaillé sans cesse à la lisière de la société civile et du monde politique. Elle a, presque dans son ADN, cet impératif du rassemblement, du travail en commun, qui ne gomme ni les divergences ni les différences, mais permet l'élaboration partagée d'un projet de changement réel, pour changer la vie.

Nous savons que la base évidente d'un tel projet faisant largement consensus à gauche et chez les écologistes est un programme pour l'égalité et pour les droits LGBTI+!

Portons-le et affirmons-le, nous n'en serons que plus convaincants lorsque nous les défendrons devant les électrices et les électeurs.

*Réaffirmer la valeur
suprême de l'individu
humain, ce n'est pas
décréter l'égoïsme
universel*

Les libertés personnelles ne sont pas des attaques contre le « corps collectif républicain », c'est précisément le contraire!

Donner les moyens à toutes les personnes d'accomplir leur vie comme elles l'entendent c'est accroître la capacité de toutes et tous à porter des projets personnels, développer des dynamiques humaines dans tous les sens et contribuer à faire société.

La République n'est pas un horizon fini, clos et délimité par un ordonnancement mortifère que l'on voudrait nous imposer. C'est au contraire la reconnaissance de la vaste étendue des possibilités humaines.

C'est la reconnaissance que le seul agencement possible des vies humaines passe par le respect de tou·te·s, par tou·te·s, par la protection et la reconnaissance que chacun·e porte des projets de vie, qui aussi dissemblables que possibles, restent similaires en tout point : vivre librement.

Pour ce congrès de Villeurbanne en 2020, HES LGBTI, ses militant·e·s et élu·e·s restent présents aux côtés des socialistes, comme elle le fait depuis 1983.

Partenaire exigeante et constructive, fière d'être au cœur d'une famille politique qui choisit de replacer l'humain au centre de ses préoccupations. Heureuse de participer au façonnage d'une future majorité diverse et unie, qui mettra en œuvre un projet authentiquement progressiste qu'il nous appartient de rédiger ensemble.

PMA

DROITS DES
TRANS

FILIATION

HARMONISATION
DES DROITS

EUROPE

VISIBILITÉ

MÉMOIRE

PRÉVENTION

GPA

PERSONNES
RÉFUGIÉES

SANTÉ

PERSONNES
PROSTITUÉES

LUTTE
CONTRE LES
DISCRIMINATIONS

VIH-SIDA

POLICE

JUSTICE

COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

JEUNES LGBTI+

DIPLOMATIE

SÉNIORS LGBTI+

AUTORITÉ
PARENTALE

ADOPTION

MÉDIAS

DONNÉES
PRIVÉES

HISTOIRE

PERSONNES EN
SITUATION DE
HANDICAP

PMA

DROITS DES
TRANS

FILIATION

HARMONISATION
DES DROITS

EUROPE

VISIBILITÉ

MÉMOIRE

PRÉVENTION

GPA

PERSONNES
RÉFUGIÉES

SANTÉ

PERSONNES
PROSTITUÉES

LUTTE
CONTRE LES
DISCRIMINATIONS

VIH-SIDA

POLICE

JUSTICE

COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

JEUNES LGBTI+

DIPLOMATIE

SÉNIORS LGBTI+

AUTORITÉ
PARENTALE

ADOPTION

MÉDIAS

DONNÉES
PRIVÉES

HISTOIRE

PERSONNES EN
SITUATION DE
HANDICAP

PREMIER·E·S SIGNATAIRES

OLIVIER FAURE

Premier secrétaire du Parti socialiste,
député de Seine-et-Marne

Emmanuel Grégoire, adhérent à Paris 12e, Premier Adjoint à la Maire de Paris.

Sophie Roques, adhérente à Marseille, CF des Bouches-du-Rhône, Adjointe à la Maire de Marseille

Corinne Narassiguin, Secrétaire nationale à la coordination et aux moyens du parti, numéro 2 du Parti socialiste, ancienne députée

Myriam Elyassa, CF du Doubs, Secrétaire nationale à la lutte contre les discriminations

Hélène Conway-Mouret, Sénatrice, ancienne ministre

Rémi Féraud, Premier secrétaire de la fédération de Paris, Sénateur

Hussein Bourgi, adhérent à Montpellier, Premier secrétaire de la fédération de l'Hérault, Conseil national, Sénateur

Christophe Rouillon, adhérent à Coulaines, Sarthe, Président du groupe PSE au Comité européen des régions, Maire de Coulaines

Cédric Van Styvendael, adhérent à Villeurbanne, Rhône, Maire de Villeurbanne, Vice président de la Métropole de Lyon

Gérard Bapt, adhérent à Saint-Jean, Haute-Garonne, Député honoraire

Gauthier Caron-Thibault, adhérent à Paris centre, BF, Adjoint au Maire de Paris Centre, Conseiller de Paris

Marie Le Vern, CF de Seine-Maritime, VP du Conseil national, Conseillère départementale, ancienne députée

Tony Ben Lahoucine, adhérent à Issoudun, Indre, Conseil national,

Premier secrétaire de la fédération de l'Indre, Adjoint au Maire d'Issoudun

Christophe Clergeau, Secrétaire national à l'Europe, membre du Comité européen des régions, Conseiller régional de Pays de la Loire

Fatima Yadani, adhérente à Paris, Secrétaire nationale adjointe en charge des fédérations

Patrick Bloche, adhérent à Paris 11e, Adjoint à la Maire de Paris, ancien député

Stéphane Martinet, adhérent à Paris 11e Léon-Blum

François Dagnaud, Maire de Paris 19e

Denis Quinqueton, adhérent à Paris 19e Jean-Jaurès, Commission nationale des conflits

Laurent Bégon-Margeridon, adhérent à Mond'Arverne, Conseil national et Premier secrétaire de la fédération du Puy-de-Dôme, Adjoint au Maire de Vic-le-Comte

Caroline Vauchère, adhérente à Colomiers, BF de Haute-Garonne, Adjointe au Maire de Colomiers

Boris Jamet-Fournier, secrétaire de section de Paris Centre, CF, Adjoint au Maire de Paris Centre, Conseiller de Paris

Jérôme Meyer, secrétaire de la section de Paris 11e Léon Blum, CF, Adjoint au Maire de Paris 11e

Philippe Briançon, adhérent à Colomiers, Haute garonne, BF, Conseiller régional Occitanie, Adjoint au Maire de Colomiers

Laurence Casalis, adhérente à Colomiers, CF de Haute-Garonne, Adjointe au Maire de Colomiers

Kevin Havet, adhérent à Paris 18e

Suzanne-Buisson, BF, Adjoint au Maire de Paris 18e

Philippe Bies, adhérent à Strasbourg, CF du Bas-Rhin, ancien député

Lyes Bouhdida-Lasserre, adhérent à Paris 20, Bureau fédéral, Adjoint au Maire de Paris 20e

Emma Rafowicz, adhérente à Paris 11e, animatrice MJS Paris, SF à la Jeunesse, Adjointe au Maire de Paris 11e

Mathieu Delmestre, adhérent à Paris 12e, Adjoint au Maire de Paris 12e.

Guillaume De Almeida Chaves, adhérent à Pechbonnieu, BF de Haute-Garonne, Animateur MJS 31, conseiller municipal à Saint Loup Cammas

Dominique Raimbourg, Premier secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique, ancien député

Thibault Delinotte, adhérent à Métropole Sud, Ille-et-Vilaine, Conseiller municipal délégué de Noyal-Chatillon-Sur-Seiche

Joël Deumier, adhérent à Paris 18e

Lennie Nicollet, adhérent à Montreuil, président de HES LGBTI+, conseiller municipal délégué de Romainville

Arnaud Hadrys, CF de Seine-Maritime, Bureau national, secrétaire général de HES LGBTI+

Aurélien Mazuy, adhérent à Bruxelles, Fédération des Français de l'étranger

Hervé Hirigoyen, CF de Haute-Garonne

Océane Montagnac, adhérente Paris 19e

Jean-Bernard Senon, adhérent à Paris, SG du groupe « Paris En Commun » au Conseil de Paris

Philippe Lasnier, adhérent à Paris, CF

Vanessa Thomas, adhérente à Nantes, BF de Loire-Atlantique, Bureau national des adhésions

Éric Prost, adhérent à Lyon, Rhône

Michel Gelly-Perbellini, secrétaire de section Paris 12e, Conseil fédéral, BF de Paris

Jean-Baptiste Marchioni, adhérent à Paris Centre, CF.

Fabienne Stochement, trésorière de la section de Paris 12e, CF

Arnaud Riehl, adhérent à Saint-Cloud

Gabriel Derais, adhérent à Strasbourg, CF du Bas-Rhin

Cédric Andrieu, adhérent à Toulouse 1, CF de Haute-Garonne

Andrée Arseguet adhérente à Pechbonnieu, Haute-Garonne, Commission nationale des conflits

Stéphane Ruffat, adhérent à Toulouse 3

Nizar Belghith, adhérent à Paris 12e, Conseiller d'arrondissement délégué de Paris 12e

Jean-Luc Fontalirand, CA de la section de Saint-Jean, Haute-Garonne

Matthieu Brasse, Secrétaire de la section du Havre, BF

Bernard Rault, Secrétaire de la section de Toulouse 2

Cécile Étoile, adhérente à Montastruc-la-Conseillère, Haute-Garonne

Matthieu Hornung, Belgique, Fédération des Français de l'étrangère

Yacine El laoui, adhérent à Bruxelles, Fédération des Français de l'étranger

Nicolas Lete, adhérent à Bruxelles, Fédération des Français de l'étranger

Michel Raphael Comby, adhérent à Lyon 3e, BF du Rhône

Denis Psaltopoulos, adhérent à Lyon 8e

Thomas Chaumeil, adhérent à Toulouse

Suzu Candido, adhérent à Toulouse 2, CF de Haute-Garonne

PMA

DROITS DES TRANS

FILIATION

HARMONISATION DES DROITS

EUROPE

VISIBILITÉ

MÉMOIRE

PRÉVENTION

GPA

PERSONNES RÉFUGIÉES

SANTÉ

PERSONNES PROSTITUÉES

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

VIH-SIDA

POLICE

JUSTICE

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

JEUNES LGBTI+

DIPLOMATIE

SÉNIORS LGBTI+

AUTORITÉ PARENTALE

ADOPTION

MÉDIAS

DONNÉES PRIVÉES

HISTOIRE

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



HES LGBTI+

hes@hes.lgbt

06 78 84 32 00

www.hes.lgbt

facebook.com/HESFrance

twitter.com/HES_France

instagram.com/HES_France